ONEM/DP-NK/148/2025

OFFRE D'EMPLOI INTERNE/EXTERNE N°16/GRAINES-RDC-2025

Intitulé du Poste	OFFICIER CHARGE DE LA PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELLE/GENRE ET VBG
Lieu d'affectation	PROVINCE DU SUD-KIVU **(Zone de santé de Bagira, Ibanda, Kadutu, Kabare, Kalehe, Bunyakiri, Minova, Kaziba et Mwana)**
Type de contrat	CDD
Poste à pourvoir	1 (UN)
Date limite de soumission	25/04/2025
Durée du contrat	1 an avec période d'essai de 3 mois
Date de prise de fonction	LE PLUS TOT POSSIBLE

A. Informations générales sur la mission

Contexte

GRAINES est une organisation sans but lucratif de droit congolais créée en octobre 2012 par un groupe des professionnels humanitaires congolais. Après plusieurs années d'expérience avec les organisations internationales et la fonction publique (ministère de la santé) les promoteurs de GRAINES se sont résolus à relever le gap entre la réponse humanitaire d'urgence et le relèvement précoce pour le développement en santé publique et nutrition communautaire.

L'initiative a été prise après avoir constatée que:

- Les maladies tueuses de l'enfant en général dont le paludisme et la malnutrition sont récurrentes sur l'ensemble du territoire national malgré des multiples efforts et appuis donnés par les organisations internationales et caritatives.
- L'approche utilisée par les ONG en réponse aux épidémies et maladies tueuses de l'enfant n'est pas durable et les communautés bénéficiaires s'en approprient à peine.
- Plus de 15 ans d'interventions intermittentes dans les mêmes zones sans que les communautés bénéficiaires ne soient capables de faire le relais pour la résilience afin de se mettre définitivement à l'abri du choc créer par les différentes crises.
- Un partenariat traditionnel entre les acteurs internationaux et nationaux pour le démarrage des projets de développement dans les zones stabilisées est à encourager.
- En rapport avec le contexte de la RDC, la crise est en terre d'abondance et nécessite une vraie analyse causale à chaque intervention pour y apporter des solutions appropriées et pour la mobilisation des ressources locales disponibles susceptibles de rendre durable l'intervention.
- La création d'une nouvelle organisation nationale focalisée sur la recherche en santé publique et le développement de la santé communautaire est une opportunité pour la communauté à consolider de manière durable son état sanitaire.
- Les ONG internationales présentes en RDC, traitent les plus souvent des questions liées aux urgences sans un regard approfondi sur la résilience et le développement communautaire.

En RDC, les prévalences de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans demeurent préoccupantes depuis deux décennies avec un enfant sur deux touché par le retard de croissance et environ un enfant sur quinze souffrant de malnutrition aiguë (MICS 2018).

La situation nutritionnelle dans le Sud-Kivu devient donc de plus en plus préoccupante. Selon l'enquête EDS-RDC 2023-2024, 6,7 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë globale (MAG), dont 1,3 % sous forme sévère (MAS), avec un risque élevé de mortalité. Parallèlement, 48 % des enfants souffrent de malnutrition chronique, dont 22 % sous forme sévère, et 24 % présentent une insuffisance pondérale, dont 6,8 % de manière sévère. Les nourrissons ne sont pas épargnés : 6,5 % d'entre eux souffrent d'émaciation (1,8 % de manière sévère) et 22 % présentent un retard de croissance. Ces chiffres témoignent d'une crise nutritionnelle alarmante, ayant des conséquences directes sur la santé des populations les plus vulnérables. De surcroît, la crise du M23 a exacerbé les facteurs qui contribuent à la malnutrition dans cette région déjà fragilisée. L'intensification de l'instabilité a perturbé les circuits de production et de distribution alimentaire, tout en réduisant l'accès aux services de santé, ce qui a eu des effets dramatiques sur la sécurité alimentaire des populations. Le phénomène de déplacements forcés, la perte de moyens de subsistance, ainsi que des chocs économiques tels que la fermeture des banques et la hausse des prix des denrées alimentaires, ont aggravé cette situation. La pénurie alimentaire, combinée à l'incapacité d'accéder à des ressources de base, a contribué à la dégradation rapide des conditions nutritionnelles, notamment parmi les enfants de moins de cinq ans.
En conséquence, la crise humanitaire au Sud-Kivu est marquée par une accumulation de facteurs qui accentuent la malnutrition et rendent l'intervention humanitaire d'autant plus urgente. La fermeture des sites pour personnes déplacées internes (PDI) au début de l'année 2025 a ajouté une pression supplémentaire sur une situation déjà critique, limitant l'accès des populations aux ressources vitales. Dans ce contexte, l'urgence d'une intervention nutritionnelle est devenue encore plus évidente. Les projections IPC (Integrated Food Security Phase Classification) pour la malnutrition en 2025 indiquent que 104 zones de santé en RDC pourraient être en phase 3 (sérieuse) ou 4 (critique) si aucune intervention urgente n'est mise en place. Douze zones sont en train de passer de la phase 3 à la phase 4, et huit autres devraient y rester. Parmi les zones en phase critique dans la province du Sud-Kivu figurent Kalole, Bunyakiri, Minova, Bagira-Kasha, Katana, Uvira, Miti-Murhesa et Nyangezi. Des zones en phase sérieuse, comme Kalehe, Fizi, Walungu, Shabunda, Kamituga, Lulingu, Kaniola et Bukavu, présentent également des indicateurs alarmants. Ces zones sont confrontées à de multiples facteurs aggravants, notamment les conflits armés, l'insécurité alimentaire, les flambées d'épidémies (choléra, mpox), la pauvreté, l'enclavement, ainsi qu'un accès limité à l'eau potable et aux soins de santé. La qualité alimentaire est insuffisante et les enfants de moins de cinq ans sont particulièrement exposés.

C'est dans ce contexte qu'un Projet de réponse d'urgence à la crise nutritionnelle chez les enfants de moins de 5 ans et les FEFA des zones de santé de Bagira, Ibanda, Kabare, Kalehe, Kaziba et Mwana dans la province du Sud - Kivu, RDC sera mise en œuvre par GRAINES sous financement de l'UNICEF et du PAM.

B. Description du poste

Objectif global

Sous la responsabilité du Chef de projet et de L'Adjoint Chef de Projet, l'Officier PEAS a la responsabilité de mettre en place un mécanisme permettant de garantir la sécurité et le bien-être de toutes les personnes impliquées dans la mise œuvre du projet et des activités.

Il/elle veillera à la vulgarisation de la politique Safegarding de l'organisation, afin de prévenir les abus et assurer un environnement sûr pour tous les bénéficiaires et collaborateurs, en particulier les femmes et les enfants.

Il/elle dirigera l'application et le renforcement de la politique et des procédures PEAS de l'organisation, fournira une formation et un soutien au personnel et veillera au respect des normes et des meilleures pratiques mondiales en matière de PEAS/VBG, conformément à la note circulaire du Secrétaire général des Nations Unies intitulée « Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels en 2003 (ST/SGB/2003/13) » et à la politique de tolérance zéro des Nations Unies vis-à-vis de l'exploitation et des abus sexuels.

C. Responsabilités et activités à réaliser

- **Élaborer et mettre en œuvre la politique PEAS de l'organisation :**
  - Mettre à jour et assurer le suivi de la politique PEAS de GRAINES, en conformité avec les normes et meilleures pratiques internationales.
  - Faciliter l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des plans d'action PEAS
  - Veiller à ce que tout le personnel, les partenaires et les sous-traitants travaillant dans/avec la mission connaissent et adhèrent aux politiques PEAS.
  - Veillez à l'intégration de la protection transversale dans les projets et programmes et au respect du code de conduite PEAS de l'organisation
- **Formation et renforcement des capacités**
  - Concevoir et animer des sessions de formation régulières pour le personnel, les partenaires et les membres de la communauté sur les normes PEAS et les mécanismes de reporting.
  - Organiser et faciliter les formations et sensibilisations sur les différents thèmes (PEAS, droits des bénéficiaires, VBG, protection transversale, protection de l'enfance, fraude et corruption) et les supports en matière de PEAS
  - Tenir des réunions de renforcement des capacités en faveur des staffs GRAINES, prestataires et autres acteurs du projet sur les différents thèmes (PEAS, droits des bénéficiaires, VBG, protection transversale, protection de l'enfance, fraude et corruption).
  - Effectuer des missions de coaching, des rencontres intercommunautaires avec les autorités locales, les structures communautaires sur le monitoring de protection et autres thématiques liées aux violations des droits humains à travers un appui technique.
  - Assurer la supervision et le suivi des activités PEAS de l'organisation auprès de l'équipe terrain
- **Mécanismes de signalement et de réponse**
  - Contribuer à la mise en place du mécanisme de gestion des plaintes/suggestion de l'organisation adapté au contexte local

- Établir et maintenir des mécanismes de signalement confidentiels et accessibles pour les incidents d'exploitation et d'abus sexuels.
- Assurer une réponse rapide et efficace à tous les rapports d'exploitation et d'abus sexuels, y compris la coordination avec les parties prenantes internes et externes concernées.
- Mettre en place un système de Feed-back confidentiel des plaintes et suggestion avec la communauté et assurer un meilleur suivi et évaluation.

- **Engagement et sensibilisation de la communauté**
  - Favoriser des relations solides avec les membres et les dirigeants de la communauté pour sensibiliser et renforcer la confiance dans les initiatives PEAS.
  - Mettre en œuvre des stratégies communautaires pour prévenir et répondre à l'exploitation et aux abus sexuels.
  - Identifiez et s'engagez auprès des ONG féminines locales pour démanteler la discrimination fondée sur le genre derrière les comportements d'EAS.
- **Coordination et collaboration**
  - Travailler en étroite collaboration avec d'autres départements, y compris les équipes des ressources humaines, juridiques et des programmes, pour garantir que la PEAS est intégrée dans tous les aspects du travail de l'organisation.
  - Représenter l'organisation au sein des réseaux et groupes de travail interinstitutionnels PSEA pour partager les meilleures pratiques et coordonner les efforts.
  - Coordonner la prise en charge holistique des cas d'EAS avec les autres ONG partenaires ou le ministère de la santé
  - Maintenir un cadre de partage d'information avec le ministère de la santé, le cluster protection, le PAM et l'UNICEF sur la gestion des cas d'EAS, de VBG, de corruption et Fraude
- **Plaidoyer et développement de politiques**
  - Plaider en faveur de politiques et de pratiques PEAS plus strictes au sein de l'organisation et dans la communauté humanitaire et de développement au sens large.
  - Se tenir au courant de l'évolution des normes PEAS et s'assurer que les politiques et pratiques de l'organisation sont à jour.
- **Reporting et documentation**
  - Mettre en place une base des données efficace sur la gestion des plaintes et suggestion et participer à leur analyse et prise de décision
  - Tenir des registres précis et confidentiels de tous les rapports et réponses PEAS.

- Préparer et soumettre des rapports en temps opportun aux donateurs et aux autres parties prenantes, selon les besoins.
- Veuillez au remplissage régulier et à la mise à jour des données PEAS dans le système de reporting interne et externe

RELATIONS DE TRAVAIL INTERNES ET EXTERNES	
INTERNE	- **Chef de projet et son Adjoint :** Relation hiérarchique, technique. - **Les membres de l'équipe :** Relation fonctionnelle de collaboration.
EXTERNE	- **Institutions Etatiques** (DPS, PRONANUT, BCZ, CS) : Relation de collaboration et échange d'information etc… - **Les partenaires sur terrain** (PAM, UNICEF, ONG, …) : Relation de collaboration et échange d'information etc…

COMPETENCES REQUISES

DIPLOME / NIVEAU D'ETUDES

Diplôme/niveau d'études requis : Diplôme universitaire en Droit, Psychologie, Sociologie, Genre ou expériences équivalentes

COMPETENCES SPECIFIQUES ET NIVEAU D'EXPERIENCE

INDISPENSABLES

- Au moins 3 ans d'expérience sur le terrain dans le domaine de l'exploitation et des abus sexuels ou de la violence sexiste
- Expérience d'au moins 3 ans dans le secteur humanitaire avec les ONG nationales ou internationales
- Expérience préalable précieuse sur les questions liées à la promotion de l'égalité de genres, protection ou engagement personnel en faveur de l'égalité genre.
- Maîtrise du cycle de gestion de projet, du cadre logique et toutes les étapes de la mise en place d'un système de monitoring.
- Maitrise informatique et des logiciels de base de données : Excel, Word, Power Point,
- Excellentes capacités de rédaction, de synthèse et de présentation d'information, de concepts et de données de façon claire, concise et structurée
- Capacité de préparer et réaliser une formation, de représentation et d'animer une réunion
- Expérience de travail auprès des communautés
- Très bonne capacité d'initiative et de proposition
- Maitrise le français.

PREFERABLES	- Excellente compréhension du secret professionnel, du devoir de confidentialité et de la gestion d'informations sensibles - Excellentes capacités pédagogiques, de communication, et de présentation avec diplomatie, neutralité, impartialité et transparence - Excellentes compétences en matière de formation sur des sujets sensibles, professionnalisme et intégrité au travail - Bonnes compétences managériales, organisationnelles, et capacité de travail rigoureux en priorités et échéances - Forte capacité d'adaptation, de prise d'initiative et de travail en équipe multiculturel - Expérience de travail dans un contexte de sécurité volatile - Connaissance des PTF (PAM, UNICEF etc.) - Très bonne compréhension des standards humanitaires (CHS, Sphère etc.) cycle de projet, de la redevabilité et du fonctionnement du suivi et de l'évaluation - Expérience souhaitable dans les domaines d'intervention de GRAINES (Nutrition, Santé, SAME, Protection, Wash, Plaidoyer) - Connaissance de la langue locale (Swahili), la connaissance de l'Anglais est un atout
RESPONSABILITES DE REPORTING	
	- Rapport d'activités mensuelle et plan d'activité (Matrice 5 W, SINUT, Dashboard etc…) sur les activités transversales. - Rapport hebdomadaire (SITREP) et bihebdomadaire des réunions et formations tenues. - Rapport des formations

D. Adhésion au code de bonne conduite de GRAINES

Le code de bonne conduite de GRAINES adhère au principe de LA TOLÉRANCE ZÉRO tel que définie par les nations unies et par conséquent, sont punis entre autres violences, violes, tentatives de viol et les proxénétismes. Il punit aussi les harcèlements d'autrui dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle, par une personne abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions. Il lutte aussi contre la fraude. Toute personne qui serait victime ou témoin d'une telle pratique de la part d'un membre du personnel ou d'un collaborateur est appelé à reporter pour action corrective immédiate.

E. Soumission des candidatures

Pour postuler, veuillez Adresser votre lettre au Coordinateur Administratif et Financier de GRAINES et envoyer votre dossier (CV, lettre de motivation, Copies certifiées des diplômes (attestations de travail et de formation), carte ONEM pour les sans-emploi) uniquement par mail, sur l'adresse électronique suivante : recruit@grainesnutrition.org
Au plus tard le 25 Avril 2025 à 15H00

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.
Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s pour les tests.

Fait à Kinshasa, le 10/04/2025

Coordinateur Administratif et Financier.

Dieumerci KANDOLO